



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
SERVICE ENVIRONNEMENT ET NATURE

Chartres, le

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
portant autorisation de prolongation de la durée d'utilisation de sources radioactives scellées
S.A.S HOWA TRAMICO
Unité de fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques
sise Route Départementale 21

n° ICPE : 100.00464

Commune de Coulombs

**LE PREFET du département d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 512-12 et R. 512-52 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1333-1, L. 1333-4, L. 1333-7, R. 1333-52 et R. 1333-53 ;

VU le code du travail, notamment ses articles R. 4451-1 et suivants ;

VU la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment le point g) du 6° de son article 3 ;

VU l'arrêté du 23/10/2009 homologuant la décision 2009-DC-150 du 16 juillet 2009 de l'Autorité de sûreté nucléaire définissant les critères techniques sur lesquels repose la prolongation de la durée d'utilisation des sources radioactives scellées accordée au titre de l'article R. 1333-52 du code de la santé publique ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1644 du 26 octobre 2000 autorisant la société TRAMICO à poursuivre l'exploitation d'une unité de transformations de matières plastiques à Coulombs ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2004 modifiant le tableau de classement des installations et fixant des prescriptions relatives à l'utilisation de sources radioactives ;

VU la déclaration d'antériorité du 24 janvier 2007 relative à la détention de cinq sources radioactives scellées d'un rapport d'activité Q de 2 723 500 ;

VU le dossier déposé le 13 mars 2012 par la société TRAMICO de demande d'autorisation de prolonger la durée d'utilisation de quatre sources scellées au-delà de dix ans ;

VU le récépissé du 31 juillet 2012 actant le changement de dénomination sociale de la société TRAMICO devenue TRAMICO AUTOMOTIVE France ;

VU le récépissé du 4 septembre 2012 actant le changement de dénomination sociale de la société TRAMICO AUTOMOTIVE France devenue HOWA TRAMICO ;

Vu le rapport et les propositions du 3 octobre 2013 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du 24 octobre 2013 du CODERST au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Considérant qu'en application des articles R.1333-52 et R.1333-53 du code de la santé publique, toute prolongation de la durée d'utilisation de sources scellées doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable en préfecture, instruite dans les formes prévues à l'article R. 1333-52 du même code ;

Considérant que la demande présentée le 13 mars 2012 et complétée le 9 septembre 2013 par l'exploitant répond aux exigences réglementaires ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a pas formulé de remarques particulières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir

ARRÊTE :

Article 1^{er}

La Société par Actions Simplifiée HOWA TRAMICO, dont le siège social est Route d'Authou - 27800 BRIONNE, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations visées par l'article 2 et décrite à l'article 3 du présent arrêté dans son établissement implanté – RD 21 à Coulombs, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1664 du 26 octobre 2000 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2004, complété et modifié des articles ci-après.

Article 2

Le tableau de classement des activités classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°1664 du 26 octobre 2000, complété par l'arrêté du 27 décembre 2004, est modifié comme suit :

La ligne du tableau :

Rubrique	Désignations des activités	Capacité	Régime	Red
1710-1-b	Utilisation de sources radioactives sous forme scellées non conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003, présentant une activité totale équivalente supérieure ou égale à 3,7 MBq mais inférieure à 370 MBq	5 sources scellées $Q_{eq} = 54,06 \text{ MBq}$	D	

Est remplacée par cette nouvelle ligne :

Rubrique	Désignations des activités	Capacité	Régime	Red
1715-1°	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001. 1° La valeur de Q est égale ou supérieure à 10^4	4 sources scellées Am 241 = $23,75 \times 10^9 \text{ Bq}$ Seuil d'exemption = 10^4 Sr 90 = $185 \times 10^6 \text{ Bq}$ Seuil d'exemption = 10^4 $Q_{eq} = \sum A_i / A_{exi}$ $Q_{eq} = 2\,393\,500$	A	3

Article 3

Le présent arrêté vaut autorisation à prolonger, selon les échéances fixées dans le tableau ci-après, la durée d'utilisation des sources visées sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation.

Le tableau figurant à l'article 2.4.A.2 « Radio-éléments mis en œuvre de l'arrêté préfectoral n°1664 du 26 octobre 2000, complété par l'arrêté du 27 décembre 2004, est modifié comme suit :

Bâtiment	Radionucléide	Activité Nominale	Numéro de source	Numéro de visa IRSN	Date de 1er visa IRSN	Numéro de formulaire IRSN	Date de péremption
20	Am 241	5 250 MBq	9710 LQ	059498	22/02/2001	316399	22/02/2016
	Am 241	9 250 MBq	3085 LQ	038440	18/07/1995	273857	31/12/2015
	Am 241	9 250 MBq	3084 LQ	038441	18/07/1995	273858	31/12/2015
80	Sr 90	185 MBq	FA 559	048022	18/05/1998	252138	31/12/2015

Enregistrement numéro T280228 à l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN)

Article 4

La présente décision est valable sous réserve :

- du respect des dispositions décrites dans le dossier de demande, en particulier des conditions d'utilisation de la source et de la périodicité des contrôles de radioprotection internes qui devient semestrielle ;
- du respect des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006.1.397 du 20 mars 2006 relatives à l'utilisation de sources radioactives scellées ;
- de la validité de l'autorisation délivrée en application de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique pour la détention et l'utilisation des sources susvisées.

Article 5

La présente décision est un avenant de l'autorisation enregistrée sous le numéro T280228 et n'est pas transférable. Toute modification des conditions d'utilisation, toute cession à titre onéreux ou gratuit, temporaire ou définitif, doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation de prolongation de la durée d'utilisation.

Article 6

Au plus tard à la date de péremption des sources, le titulaire de l'autorisation devra retourner les sources à leur fournisseur d'origine, ou avoir déposé un dossier de demande de renouvellement de la présente prolongation de la durée d'utilisation de sources radioactives dans les formes prévues par les textes réglementaires en vigueur

Article 7 - NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société HOWA TRAMICO par voie administrative. Ampliations en seront adressées à Monsieur le Maire de la commune de Coulombs et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre.

Article 8 - DELAIS ET VOIE DE RECOURS

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – 28000 CHARTRES,

- un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

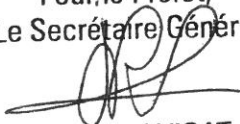
Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 9 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de la commune de Coulombs, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le
LE PREFET
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

29 NOV. 2013


Jean-Paul VICAT